



---

## Conseil économique et social

Session de fond de 2017

### Débat général du segment des activités opérationnelles

New York, 1 mars 2017

#### Déclaration de la Suisse

par Amb. Jürg Lauber, Représentant permanent de la Suisse auprès de Nations Unies

---

Monsieur le Vice-Président, Mesdames et Messieurs les délégués,

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Bureau de l'ECOSOC, et en particulier le vice-président de l'ECOSOC, le représentant permanent du Chili, d'avoir dirigé le segment des activités opérationnelles de cette année. Nous estimons que cette rencontre est importante pour assurer le suivi de l'Examen quadriennal complet (QCPR) de décembre 2016.

Nous tenons également à souhaiter la bienvenue à la vice-secrétaire générale, Mme Amina Mohammed, dans ses nouvelles fonctions. La Suisse vous assure, ainsi que votre équipe, de son entier soutien dans la conduite des réformes nécessaires du système des Nations Unies pour le développement.

La Suisse accueille avec satisfaction les trois priorités établies par le secrétaire général de l'ONU : Premièrement le renforcement des synergies entre la prévention des conflits, la paix et la sécurité, deuxièmement l'amélioration de la gestion et de l'administration de l'ONU et troisièmement la réforme du système des Nations Unies pour le développement en vue de la mise en œuvre du programme de développe-

---

ment durable à l'horizon 2030, souvent appelé Agenda 2030. Nous sommes sensibles à l'accent mis par le secrétaire général sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Toutes ces priorités coïncident très largement avec celles de la politique extérieure de la Suisse, l'objectif étant de parvenir à un système multilatéral fort et pertinent. Afin d'améliorer la cohérence de l'ONU, toutes les réformes proposées doivent être considérées comme se complétant les unes les autres.

La résolution adoptée récemment sur l'Examen quadriennal complet demande au secrétaire général d'améliorer les modalités de collaboration au sein du système des Nations Unies pour le développement et entre celui-ci et les autres piliers de l'ONU. Nous aspirons tous à obtenir, sur le terrain, les meilleurs résultats possibles en matière de développement. Le travail que fournit l'ONU pour aider les États membres à mettre en œuvre l'Agenda 2030 doit être plus ciblé, plus cohérent et plus intégré. Le système des Nations Unies pour le développement doit repenser son rôle afin de gagner en pertinence, et privilégier la collaboration plutôt que la concurrence entre ses entités.

Le secrétaire général devra produire, à brève échéance, plusieurs documents demandés dans le QCPR.

La planification stratégique à l'échelle du système est l'occasion de clarifier les rôles, les responsabilités et les modalités d'appui collectif dans différents types de contextes. Nous souhaiterions voir le système des Nations Unies pour le développement se concentrer sur ce qu'il fait le mieux dans chaque contexte spécifique. Il faut mettre un terme à la course à l'ouverture de nouvelles représentations à laquelle se livrent les différentes entités, qui résulte en une multiplication des représentations dans le monde. Il est donc nécessaire d'assurer la présence sur le terrain de façon plus souple et plus économique. Cela implique de mieux intégrer les services d'appui et de progresser encore dans l'application des stratégies opérationnelles communes.

Pour améliorer la cohérence à l'échelle du système et axer les travaux des différentes entités sur leurs avantages comparatifs, il faut disposer d'un système de

coordination solide et indépendant sur le terrain, mais aussi au niveau des régions et du siège. Le système actuel des coordonnateurs résidents et la configuration du Groupe des Nations Unies pour le développement au niveau des régions et du siège doivent être repensés et réorganisés.

La redevabilité à l'égard des États membres doit être renforcée en ce qui concerne le travail collectif accompli par le Groupe des Nations Unies pour le développement au niveau du siège, des régions et des pays. Le système de gouvernance actuel n'est pas conçu pour orienter, encourager et rendre compte des résultats collectifs. Il doit être mis à jour. Au fil des ans, des équipes de pays innovantes ont demandé aux responsables au niveau du siège de procéder à des réformes concrètes pour leur permettre de mieux agir de concert. Il est temps de mettre ces réformes en œuvre. La réunion conjointe des conseils d'administration serait un cadre idéal pour commencer à prendre des décisions valables pour plusieurs fonds et programmes.

L'Agenda 2030 exige une manière de travailler différemment sur un mode collaboratif. Les États membres ont donné un signe politique fort en approuvant, le mois dernier, une même décision sur les plans stratégiques dans les conseils d'administration du PNUD, du FNUAP, de l'UNICEF et d'ONU-Femmes. Chaque plan stratégique comportera le même chapitre expliquant la démarche commune qu'ils ont adoptée dans leur travail.

Nous encourageons le secrétaire général à présenter des propositions de réformes audacieuses et à signaler aux entités du système des Nations Unies pour le développement que le maintien du statu quo n'est plus une option pour conserver leur pertinence. Les États membres doivent aussi s'adapter à l'Agenda 2030 et repenser la manière dont ils soutiennent l'ONU pour lui permettre d'atteindre une plus grande cohérence. Nous espérons qu'un processus de consultation associant toutes les entités de l'ONU, les États membres et d'autres acteurs du développement pourra obtenir un large soutien politique. Nous avons besoin de propositions de réformes ambitieuses bénéficiant de soutiens au plus haut niveau politique, le dialogue entre experts ayant assez duré.

En conclusion, nous nous félicitons de ce dialogue sur la mise en œuvre de l'Examen quadriennal complet de 2016, et nous nous réjouissons à l'idée d'apporter notre soutien aux réformes proposées du système des Nations Unies pour le développement. Je vous remercie de votre attention.

---

*Unofficial translation*

Mr. Vice-President, distinguished Delegates,

I would like to start by thanking the Bureau of the ECOSOC, and in particular the Vice-President of ECOSOC, his Excellency the Permanent Representative of Chile, for leading this year's Operational Activity Segment. We believe it is an important meeting to follow-up on the Quadrennial Comprehensive Policy Review (QCPR) of December 2016.

I would also like to welcome the Deputy Secretary General, Ms. Amina Mohammed, in her new function. Switzerland assures you and your team of our full support for the needed reforms of the UN Development System.

Switzerland welcomes the three priorities of the UN Secretary General. 1) improved collaboration between conflict prevention, peace and security, 2) improving UN management and administration and 3) the reform of the UN Development System for the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development. We appreciate the Secretary General's emphasis on gender equality and women's empowerment. All these priorities are very much in line with Switzerland's foreign policy priorities, aiming at a strong and relevant multilateral system. To improve UN coherence, all proposed reforms should be seen as complementing each other.

The recently adopted QCPR resolution asks the Secretary General to improve the way the United Nation Development System works together as well as with the other pillars of the UN. We all want to see the best development results on the ground. The UN's work needs to be more focused, coherent and integrated in supporting Member States towards the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development.

---

The UN Development System must reposition itself to increase its relevance and work collaboratively instead of in competition.

The Secretary General will have to produce several documents requested in the QCPR, within short deadlines.

The system-wide strategy is the opportunity to clarify roles, responsibilities and collective support in different types of contexts. We would like to see a UN Development System which concentrates on what it does best in each specific context. The race to have as many entity-specific representations around the world must end. More flexible and cost efficient field presence must be implemented. This requires a much better integration of back office services and further advances in the implementation of common business operations strategies.

Improving system-wide coherence and focusing on comparative advantages require a strong and independent coordination system at the field level, but also at regional and headquarter level. The current Resident Coordinator's System and the UN Development Group's regional and headquarter set-up needs to be reengineered.

The accountability to Member States of the collective work of the UN Development Group at HQ, regional and national level needs to be strengthened. The current governance system is not designed to steer, incentivize and report on collective results. This needs to be updated. Over the years, innovative country teams have asked leadership at Headquarter to implement practical reforms to allow them to better operate together. It is time to implement them. The joint meeting of the board would be an ideal starting place to take decisions valid for several funds and programs.

The 2030 Agenda is about working differently in a collaborative way. Member States have given a strong political signal by approving last month an identical decision on the strategic plans in the UNDP, UNFPA, UNICEF and UN Women Boards. Each strategic plan will have an identical chapter explaining their common approach of work.

We encourage the Secretary General to put forward bold reform proposals and to signal to the UN Development System entities that business as usual is no more an option to stay relevant. Member States also need to adapt to the 2030 Agenda and rethink the way they support the UN to achieve greater coherence. We hope that a consultative process, with all UN entities, Member States and other development actors would gain broad political support. We need ambitious reform proposals that are supported at the highest political level, as the dialogue among experts has lasted long enough.

In conclusion, we welcome this dialogue on the implementation of the 2016 Quadrennial Comprehensive Policy Review, and we look forward to supporting the proposed reforms of the UN Development System. Thank you for your attention.